



Histoire de l'éducation

110 | 2006

Les protestants, l'école et la laïcité, XVIII^e-XX^e siècles

Les associations d'enseignants protestants face à la laïcité scolaire (1929-1959)

Protestant Teachers' Associations Faced with Educational Secularism
(1929-1959)

Evangelische Lehrervereine im Kontext der Entkonfessionalisierung des Schulwesens (1929-1959)

Las asociaciones de profesores protestantes frente a la laicidad escolar
(1929-1959)

Arnaud Baubérot



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/histoire-education/1350>

DOI : 10.4000/histoire-education.1350

ISSN : 2102-5452

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 1 mai 2006

Pagination : 141-165

ISBN : 2-7342-1066-5

ISSN : 0221-6280

Référence électronique

Arnaud Baubérot, « Les associations d'enseignants protestants face à la laïcité scolaire (1929-1959) », *Histoire de l'éducation* [En ligne], 110 | 2006, mis en ligne le 01 janvier 2011, consulté le 02 mai 2019.

URL : <http://journals.openedition.org/histoire-education/1350> ; DOI : 10.4000/histoire-education.1350

LES ASSOCIATIONS D'ENSEIGNANTS PROTESTANTS face à la laïcité scolaire (1929-1959)

par Arnaud BAUBÉROT

I. LES MEMBRES ET AMIS CHRÉTIENS DE L'ENSEIGNEMENT, 1929-1948

Fondé en 1929, le mouvement des Membres et amis chrétiens de l'enseignement prend sa source dans les camps d'institutrices qu'organisaient chaque été, depuis 1922, les Unions chrétiennes de jeunes filles (UCJF) du Gard et de l'Hérault. Séjours d'approfondissement intellectuel et spirituel, au cours desquels intervenaient notamment des professeurs de la faculté de théologie de Montpellier, des pasteurs et des missionnaires, ces camps avaient permis de rassembler une petite communauté d'enseignantes protestantes issues de diverses Églises et de créer entre elles des liens d'amitié et de solidarité. En 1927, les Unions chrétiennes de jeunes gens (UCJG) du Languedoc et de Provence en reprirent la formule pour inviter les membres masculins de l'enseignement à réfléchir ensemble aux questions professionnelles, sociales et religieuses. Ces expériences inspirèrent d'autres réalisations. Dans la Drôme, par exemple, les camps d'institutrices organisés par le groupe régional des UCJF donnèrent naissance à une Association fraternelle d'institutrices protestantes. À Montpellier, Nîmes, Valbonne et Avignon, des rencontres amicales furent instituées afin d'entretenir des relations étroites entre campeuses durant l'année scolaire. Pour celles et ceux qu'une affectation dans des villages reculés condamnait à l'isolement, un système de « lettres circulaires » vit le jour afin de maintenir les liens de solidarité et d'affection (1).

(1) «Le mouvement des membres et amis chrétiens de l'enseignement», *Foi et éducation. Revue d'inspiration et de documentation chrétiennes pour éducateurs*, 1^{re} année, n° 1, janvier-février 1931, pp. 3-7.

1. Naissance du mouvement

Un congrès, tenu à Nîmes à Pâques 1929, permet de rassembler ces initiatives éparées afin d'impulser « une action qui unisse tous les membres de l'Enseignement attachés à faire triompher l'idéal chrétien » (1). Le mouvement des Membres et amis chrétiens de l'enseignement (MACE) garde cependant encore l'allure d'une amicale d'enseignants protestants du Sud de la France et n'accède que progressivement à une plus vaste envergure. Largement dominé par le Midi huguenot – du Bas-Languedoc à la Drôme – le recrutement de l'association s'étend progressivement jusqu'au Poitou en passant par le Tarn, à l'Ouest, et jusqu'à l'Alsace à l'Est, retraçant ainsi, dans ses grandes lignes, le « croissant » de l'enracinement traditionnel du protestantisme français. Encore ces implantations plus septentrionales des MACE, qui touchent généralement un nombre réduit d'individus, se révèlent-elles plus fragiles et moins dynamiques. Hors du Midi, seul le groupe du Pays de Montbéliard, où le protestantisme est localement majoritaire, fait preuve d'une réelle vitalité en organisant des rencontres régulières et, chaque été, un camp d'une dizaine de jours. La direction de l'association atteste d'ailleurs cette prédominance méridionale puisque la présidence en est assurée par Louis Perrier, professeur à la faculté de théologie protestante de Montpellier, la trésorerie par Léon Michel, instituteur à Nîmes, et le secrétariat par M^{lle} Guillaumie, d'Aimargues dans Gard.

Au début de l'année 1931, le mouvement se dote d'un organe : *Foi et éducation. Revue d'inspiration et de documentation chrétiennes pour éducateurs*, dont la rédaction est confiée à Pierre Rouger, pasteur à Tornac dans le Gard. Destinée aussi bien à assurer la liaison entre l'association et ses membres qu'à toucher un lectorat plus large, la revue publie régulièrement le texte des conférences données dans le cadre des rencontres locales ou régionales des MACE. On y trouve également des études portant sur des sujets historiques, littéraires ou scientifiques ainsi qu'un grand nombre d'articles d'approfondissement biblique ou spirituel.

Ce n'est que lors du troisième congrès des MACE, réuni à Montpellier à Pâques 1931, que la question des statuts est débattue. Ceux-ci, déposés à la préfecture de Montpellier le 28 mai 1932,

(1) *Ibidem*, p. 3.

confirment les grandes orientations qui ont présidé à la naissance du mouvement. Fidèles à l'esprit des Unions chrétiennes dont ils sont issus, les MACE s'édifient sur une base évangélique non confessionnelle et cherchent à rassembler des enseignants protestants de toutes dénominations : « Article I – Les membres et amis chrétiens de l'enseignement se groupent sans distinction de désignation ecclésiastique et de parti politique, dans le but de s'aider à mieux connaître les principes de l'Évangile et de mieux les vivre ». Sur le plan professionnel, ils délaissent le terrain de la défense de leurs intérêts particuliers ou collectifs, refusant ainsi implicitement de s'engager dans la voie du syndicalisme chrétien, pour se consacrer exclusivement à leur approfondissement intellectuel et au développement de leurs compétences : « Article II – Ils se proposent de développer leur culture personnelle générale et leur connaissance de l'enfant, à tous les points de vue, pour augmenter leur valeur pédagogique ». Enfin, le mouvement des MACE entend concilier l'engagement évangélique de ses membres avec le respect scrupuleux du principe de laïcité dans l'exercice de leur profession : « Article III – Partisans de la liberté de conscience et respectueux de la neutralité scolaire nécessaire dans un état laïque, ils veulent réaliser leur tâche le plus parfaitement possible » (1). Ce dernier point apparaît également comme l'un des objectifs assignés à la revue *Foi et éducation* : « Notre petite revue, tout en désirant être l'organe de tous les éducateurs, a cependant, très spécialement, en vue de répondre aux besoins des membres chrétiens de l'enseignement primaire, qui désirent loyalement unir la fidélité à leur foi avec la fidélité qu'ils doivent à leur pays dont ils veulent rester les fonctionnaires dévoués, consciencieux et respectueux » (2).

À ce titre, les rencontres des MACE et leur revue donnent parfois aux enseignants l'occasion de s'interroger et d'exprimer leur opinion sur les éventuelles difficultés que soulève cette double fidélité. En arrière-plan de cette réflexion se pose généralement le problème de la portée et du caractère légitime de la réserve que l'on attend de l'enseignant – ou qu'il s'impose à lui-même – dans l'expression et la mise en pratique de ses convictions religieuses. Dans son deuxième numéro, par exemple, *Foi et éducation* inaugure sa « Tribune libre » en invitant les lecteurs à répondre à la question formulée par un

(1) « Statuts des Membres et amis chrétiens de l'enseignement », *Foi et éducation*, 4^e année, n° 18, mars 1934, p. 205.

(2) « Le mouvement des membres... », *op. cit.*, p. 5.

certain Lavernède: «Les éducateurs chrétiens peuvent-ils en conscience, s'occuper d'œuvres s'adressant à des enfants qu'ils ont en classe? Unions cadettes, Éclaireurs, etc.». Ou, de manière plus générale: «Peut-il y avoir antagonisme entre le devoir professionnel et le devoir chrétien? En d'autres termes, un instituteur ou une institutrice, peuvent-ils, hors de leur classe, c'est-à-dire en dehors de leurs obligations professionnelles, rendre témoignage de leur foi?» (1). Le silence des lecteurs résulte probablement de leur embarras face à l'ordre des priorités que la résolution d'un tel problème impose d'établir. Peut-être témoigne-t-il également de leur répugnance ou des craintes qu'ils éprouvent à passer outre à leur habituelle réserve. C'est finalement Lavernède lui-même qui apporte une réponse deux numéros plus tard, en affirmant sans ambages que l'enseignant est libre de témoigner de sa foi en dehors de ses activités professionnelles, au même titre qu'il peut librement militer dans des organisations politiques, sportives, taurines ou de libre-pensée. La laïcité ne signifie pas, précise-t-il, «affranchissement des esprits à l'égard des dogmes», mais «comme nous le comprenons et comme l'affirment les programmes: *neutralité*» (2).

Une telle conception n'a rien d'une évidence. Elle repose, en effet, sur une définition de la laïcité qui ne fait pas, loin s'en faut, l'unanimité parmi les acteurs du système scolaire public. Le Syndicat national des instituteurs (SNI), par exemple, très nettement majoritaire dans l'enseignement primaire, défend un laïcisme intransigeant et volontiers offensif à l'égard des religions. Les écoles normales elles-mêmes sont «le creuset et le conservatoire» d'une «conception étroite de la laïcité» et de nombreuses brimades à l'encontre des instituteurs catholiques pratiquants ou qui fréquentent, durant leurs loisirs, des œuvres confessionnelles, témoignent de la «vigilance agressive» d'une partie de la hiérarchie administrative et pédagogique de l'enseignement public (3).

(1) «Tribune libre», *Foi et éducation*, 1^{re} année, n° 2, mai 1931, pp. 45-46.

(2) D. Lavernède, «Tribune libre», *Foi et éducation*, 1^{re} année, n° 4, décembre 1931, pp. 111-112 (souligné dans le texte).

(3) Antoine Prost, *Histoire de l'enseignement et de l'éducation*, tome IV: *L'école et la famille dans une société en mutation (depuis 1930)*, Paris, Perrin, 2004 [1981], pp. 477-478.

2. Entre laïcisme et cléricisme

En réalité, malgré le ton péremptoire sur lequel ils l'énoncent parfois, les responsables des MACE savent bien que, loin d'entériner un consensus, cette définition de la laïcité comme neutralité est largement contestée. Aussi s'attachent-ils à montrer qu'elle inspira, à l'origine, l'œuvre scolaire des républicains, pour mieux dénoncer comme dévoyées les conceptions d'un certain laïcisme intransigeant. Le cinquantenaire de l'école laïque donne ainsi à Léon Michel l'occasion de s'insurger contre une évolution sémantique responsable de « la plus effroyable équivoque, du plus sinistre malentendu » : « Nous assistons à une véritable évolution du sens du mot : *laïcité*. À l'heure actuelle, il est devenu synonyme : d'*antireligieux*. Le laïcisme actuel veut être la négation de toute religion ; il est la négation de Dieu » (1). Puis, dénonçant sans nuance l'orientation partisane qui a été, selon lui, imprimée à l'école laïque – dont l'impartialité devait au contraire garantir la liberté de tous – l'auteur ajoute : « Nous concluons qu'en l'an de grâce 1932, la "laïcité" tend à ne plus être un respect de la liberté de conscience, ainsi que l'avaient conçu les fondateurs de l'école laïque ; mais à devenir au contraire, un programme de libre-pensée, d'athéisme, un effort pour créer une génération soviétique... ».

Cette alarme veut inciter à l'action. Et Léon Michel de souligner que « le "laïcisme" a grandi et s'est développé à l'ombre sournoise d'une neutralité que nous, chrétiens, n'avons pas eu le courage d'imposer à nos adversaires » (2). Une telle affirmation relève assurément moins de la pose qu'elle ne traduit les réelles souffrances d'enseignants protestants qui savent que l'expression publique de leur foi pourrait les rendre suspects de tiédeur laïque ou, pis encore, de complicité avec l'ennemi cléricale. Réagissant à ce silence imposé, certains membres de l'association critiquent avec une rude sévérité la circonspection de la plupart de leurs collègues protestants. Un certain Gaston Noë, instituteur, profite ainsi de la tribune libre de *Foi et éducation* pour dénoncer l'attitude de ceux qui se tiennent dans la réserve

(1) Léon Michel, « À propos du Cinquantenaire de l'École laïque », *Foi et éducation*, 2^e année, n° 5, janvier 1932, pp. 6-7 (souligné dans le texte). Il s'agit là du deuxième volet d'une étude dont la première partie a été publiée, sous le même titre, en juillet 1931 (cf. *infra*). L'ensemble reprend le texte d'une conférence prononcée par Léon Michel devant différents groupes locaux des MACE au printemps 1931.

(2) *Ibidem*, p. 8.

ou dans l'expectative : « Sous prétexte qu'il convient de ne pas se créer une "mauvaise réputation" dans la commune où nous exerçons, certains multiplient les concessions pour mieux camoufler leurs sentiments et leurs opinions, mettent un masque à leur personnalité [...] ».

Sous prétexte enfin, qu'ils ne sont "ni documentés, ni compétents, ni préparés", d'autres s'abstiennent d'aller au fond même des angoissantes questions qui nous préoccupent pour les analyser méthodiquement, et essayer d'en tirer ainsi des principes d'action, conciliables avec leur Foi chrétienne et leur Idéal laïque ».

Or, « pareils renoncements » ne sont à ses yeux que « d'inacceptables capitulations », une « abdication d'autant plus lâche qu'elle est volontaire ». Aussi entend-il s'adresser « à ceux de nos amis qui se tiennent à la remorque des dirigeants de notre Mouvement en invoquant on ne sait quelle nécessité de rester prudents ou neutres » pour les « inviter à réagir » et « leur rappeler à ce sujet que notre cause chrétienne et laïque a plus que jamais besoin d'ouvriers » (1). De manière analogue quoique sur un ton plus modéré, un certain Bonnet, instituteur également, profite d'une conférence qu'il donne lors du huitième congrès des MACE en avril 1936 pour appeler les membres de l'association à prendre leurs responsabilités et à refuser la réserve absolue qu'impose une conception excessive de la laïcité. « Dieu demande à tous les chrétiens d'être des témoins vivants, proclame-t-il. Instituteurs chrétiens nous ne pouvons nous dérober » (2).

Protestant contre les interprétations de la laïcité qu'il juge abusives, le mouvement des MACE n'est pas pour autant enclin à se ranger aux côtés de ses adversaires. Dès son premier numéro, *Foi et éducation* avait affirmé son désir d'être l'organe des éducateurs chrétiens qui entendent rester « fidèles au principe de l'école laïque, tel qu'il a été reconnu par la loi de 1882, proclamé à maintes reprises par ses promoteurs, et confirmé par l'instruction ministérielle du 20 juin 1923 » (3). Constant dans cette conviction, Léon Michel nuance son exposé alarmiste en précisant que, malgré « le désir ardent et nette-

(1) Gaston Noë, « Tribune libre. Appel », *Foi et éducation*, 3^e année, n° 16, décembre 1933, pp. 153-154.

(2) V. Bonnet, « Convictions religieuses et action pratique », *Foi et éducation*, 6^e année, n° 5, 1936 (tirage spécial consacré au congrès de Mialet), p. 121.

(3) « Le mouvement des membres... », *op. cit.*, p. 5.

ment formulé du laïcisme à vouloir s'emparer de l'école dite laïque afin de façonner l'enfant à sa manière et de préparer ainsi la cité future dont Dieu serait exclu», l'école n'est pas «en péril imminent». Rien ne justifie, dès lors, l'accusation de vouloir «souiller» et «dépraver par les erreurs les plus pernicieuses et par toutes sortes de vices, l'âme tendre et faible des jeunes gens» (1) derrière laquelle se retranche l'Église catholique pour condamner l'école publique et ses maîtres.

Convaincu qu'il campe à égale distance de l'intransigeance catholique et de l'intolérance laïciste, le mouvement des MACE se représente sa propre position non pas seulement comme une ligne de défense, édifiée pour la sauvegarde des intérêts protestants, mais surtout comme une solution d'équilibre conforme à l'idéal démocratique de liberté. C'est en ce sens que le thème de l'anticléricalisme, sur lequel s'épanouissent depuis longtemps les affinités électives du protestantisme français avec la culture républicaine, est mobilisé pour renvoyer dos à dos les deux «sectarismes» du clergé catholique et de l'athéisme militant. «Notre Mouvement n'est au service d'aucun cléricalisme», déclare ainsi le rédacteur en chef de *Foi et éducation* en décembre 1931. «Qu'il s'agisse du cléricalisme de droite [...] ou qu'il s'agisse du cléricalisme de "gauche", dont les protagonistes rêvent d'une école "anticléricale". [...] Notre Mouvement les repousse l'un et l'autre» (2). Gaston Noë, dans sa virulente tribune libre, invite pour sa part «à batailler contre les organisations cléricales ou antireligieuses qui sapent de plus en plus notre Université» (3). Paul Arbousse-Bastide, professeur de philosophie au lycée de Besançon, va plus loin encore. Lors d'une conférence sur «l'idée laïque», qu'il donne au groupe montbéliardais des MACE en mars 1934, il s'attache à présenter la «laïcité intégrale» défendue par

(1) Pie IX, *Quanta Cura*, cité par L. Michel, «À propos du Cinquantenaire...», *op. cit.*, pp. 8-9. De façon significative, les MACE ne marqueront aucune approbation lors du rétablissement des «devoirs envers Dieu» par Jacques Chevalier, premier secrétaire d'État à l'Éducation nationale de Vichy, en décembre 1940. Plus généralement, les MACE ne témoigneront d'aucune sympathie pour le régime du maréchal Pétain.

(2) Pierre Rouger, «Le Mouvement des Davidées», *Foi et éducation*, 1^e année, n° 4, décembre 1931, p. 101. Même dénonciation de «tous les cléricalismes, ceux de droite comme ceux de gauche» dans L. Michel, «À propos du Cinquantenaire...», *op. cit.*, p. 6.

(3) Gaston Noë, «Tribune libre...», *op. cit.*, p. 153.

les «éducateurs chrétiens protestants» comme la seule issue honorable au conflit qui oppose l'autorité catholique, pour qui il ne peut être d'enseignement légitime hors de l'école confessionnelle, aux « militants de la laïcité » qui prônent la suppression de l'enseignement libre au profit d'une école à base rationaliste (1).

Ainsi se jouent, sur le mode de la question scolaire, de nouvelles variations d'un thème connu : l'air que le protestantisme français se chante à lui-même depuis la fin du XIX^e siècle pour se convaincre qu'il détient la clé de la résolution du conflit des deux France. Ancienne minorité persécutée, les réformés ne peuvent être soupçonnés de complaisance à l'égard des prétentions catholiques à l'hégémonie, mais ils ne sont pas pour autant disposés à faire du renoncement à la libre expression de la foi chrétienne le prix de leur fidélité à la laïcité. Comme cinquante ans plus tôt dans le concert des débats qui accompagnèrent la naissance de la III^e République, la petite musique protestante tente de faire entendre qu'un laïcisme antireligieux n'est pas plus acceptable – car tout aussi dogmatique et intolérant – que le cléricalisme, et de faire valoir une laïcité libérale qui, certes, protégerait l'État de toute ingérence des Églises mais n'en reconnaîtrait pas moins aux religions une place légitime dans la vie sociale (2).

3. De la laïcité comme neutralité

Il n'y a, à vrai dire, pas loin de cette revendication au programme défendu par le Bloc national lors de la campagne législative de 1919 : «Le fait de la laïcité de l'État doit se concilier avec les droits et les libertés de tous les citoyens à quelque croyance qu'ils appartiennent». Pourtant, de manière significative, la revue des MACE ne fait jamais la moindre allusion à cette formule qui, en son temps, avait signé le rapprochement des catholiques et de la droite républicaine et qu'avaient reprise à leur compte aussi bien Clemenceau que

(1) «Rencontre du 22 mars 1934 à Montbéliard», *Foi et éducation*, 4^e année, n° 19, avril-mai 1934, pp. 241-242.

(2) André Encrevé, analysant les positions des réformés face à la laïcisation de l'école, qualifie même ce modèle de «laïcité protestante» (A. Encrevé, «Les Protestants réformés face à la laïcisation de l'école au début des années 1880», *Revue d'histoire de l'Église de France*, t. 84, 1998, p. 86).

Millerand (1). C'est en revanche chez les fondateurs de l'école républicaine, dont l'héritage est revendiqué par l'ensemble du camp laïque y compris les laïcistes intransigeants auxquels ils s'opposent, que les enseignants protestants vont puiser des arguments propres à légitimer leurs positions. Ainsi, dans son étude consacrée au cinquantenaire de l'école laïque, Léon Michel revient amplement sur les textes législatifs et réglementaires des années 1880 qui ont permis de « libérer l'école primaire de l'emprise catholique » qui pesait sur elle depuis la loi Falloux. « Dès lors, commente-t-il, on comprend que la loi de 1882, *correctement appliquée*, soit apparue comme la sauvegarde de la liberté de conscience des minorités ». Puis, à propos des instructions de 1887 sur l'« Objet et la méthode de l'enseignement moral à l'école primaire » : « Un tel souffle de large tolérance religieuse parcourt [ces pages] si clairement d'un bout à l'autre, que l'on peut les considérer comme la pierre angulaire de notre école laïque.

Et qui plus est, ces directives ministérielles – véritables reflets de la pensée des J. Ferry, Paul Bert, Jean Macé, et autres, – sont toujours en vigueur. Les instructions officielles de 1923, loin de vouloir les effacer, ont tenu à les offrir, comme à nouveau, à la méditation des instituteurs !

Nous ne saurions trop engager nos collègues, membres chrétiens de l'enseignement, à les relire, à s'en pénétrer, afin d'y puiser la ferme assurance qu'ils sont dans la saine tradition en conciliant la *vraie laïcité* avec le vrai christianisme » (2).

Enfin, c'est par de longues citations de Jules Ferry, dans sa circulaire du 17 novembre 1883 – autre monument de la laïcité libérale, plus connu sous le nom de « Lettre aux instituteurs » –, que Léon Michel entend montrer « l'esprit dans lequel ont voulu agir les promoteurs de la loi sur l'enseignement primaire laïque » (3). L'ensemble, finalement, impose ce constat que l'auteur résume en une formule implacable, presque mathématique : « Pour les fondateurs de l'École laïque, *laïcité égale neutralité*, neutralité basée sur le mutuel

(1) Jean-Marie Mayeur a décrit le rôle joué par Jacques Piou, fondateur en 1893 de la Droite républicaine, de Maurice Barrès et du cardinal Amette, archevêque de Paris, dans l'adoption de cette formule par le Bloc national (J.-M. Mayeur, *La Question laïque, XIX^e-XX^e siècle*, Paris, Fayard, 1997, pp. 115-117).

(2) L. Michel, « À propos du Cinquantenaire de l'École laïque », *Foi et éducation*, 1^e année, n° 3, juillet 1931, pp. 69-70 (souligné dans le texte).

(3) *Ibidem*, p. 73.

respect des convictions politiques et religieuses » (1). L'argument porte au sein de l'association. « Pourquoi se grouper ? Pour conserver à l'école laïque la neutralité telle que l'entendaient ses fondateurs », écrit ainsi un membre des MACE après que Léon Michel eut présenté son étude lors d'une rencontre à Lunel, le 28 mai 1931. Dans le même ordre d'idée, l'auteur du compte rendu de la rencontre de Sète du 4 juin 1931 ajoute ce commentaire : « Tout en admirant l'esprit de sacrifice de beaucoup de ceux qui soutiennent des idées extrémistes, nous voudrions, du centre, élever la voix pour le maintien et l'observation des lois qui ont présidé à la fondation de l'école laïque » (2).

La mobilisation des textes fondateurs de l'enseignement primaire public n'a pas pour seul objectif de donner un brevet d'authenticité à l'idée que se font les MACE de la laïcité. Plus fondamentalement, il s'agit de montrer qu'une affinité profonde unit le protestantisme et la conception républicaine de l'éducation. Dès 1931, la « Tribune libre » de *Foi et éducation* l'énonce comme une évidence qui devrait s'imposer à tout observateur attentif : « Pour nous, protestants éducateurs, il n'y a pas opposition entre nos conceptions religieuses et les directives officielles. [...] Si l'on étudie les instructions accompagnant les programmes de 87, instructions que celles de 1923 n'ont fait que confirmer en leur empruntant de longues citations, on sera frappé de constater combien elles s'accordent avec la mentalité protestante » (3).

De manière plus argumentée, Paul Arbousse-Bastide, lors de sa conférence de 1934, souligne la parenté qu'entretiennent, selon lui, le protestantisme, religion sans clergé, fondée sur la relation individuelle et privée à Dieu, et la laïcité. Mais c'est un certain Laffaye, instituteur, qui, dans une conférence sur « l'éducation laïque » donnée au V^e congrès des MACE les 18 et 19 avril 1933, puis publiée dans le numéro suivant de *Foi et éducation*, traite cette question avec le plus

(1) L. Michel, « À propos du Cinquantenaire... », *op. cit.* (1932), pp. 6-7 (souligné dans le texte).

(2) « Compte rendu de nos rencontres », *Foi et éducation*, 1^{re} année, n° 3, juillet 1931, p. 81.

(3) D. Lavernède, « Tribune libre », *op. cit.*, pp. 112-113.

d'ampleur (1). Une demande adressée par la noblesse protestante au roi de France en 1560, pour que les parents soient tenus, sous peine d'amende, d'envoyer leurs enfants fréquenter une école entretenue par les consistoires et les dons des fidèles, et le fait que le réformateur Guillaume Farel aurait, dès le ^{xvi}^e siècle, réclamé la laïcité (2) permettent non seulement à l'auteur d'enraciner dans les profondeurs d'un substrat historico-culturel les affinités électives du protestantisme français et de l'école laïque, gratuite et obligatoire, mais également, à demi-mot, d'attribuer à celui-ci la lointaine paternité de celle-là. Le propos se poursuit par une analyse des instructions officielles de 1887 qui tend à montrer que l'éducation morale dispensée par l'école publique fut conçue comme un complément et non comme un substitutif de l'enseignement religieux. De longues citations de Ferdinand Buisson et de Félix Pécaut (3) viennent alors illustrer cet esprit de bienveillance à l'égard des convictions religieuses individuelles qui anima la création de l'enseignement primaire républicain, en même temps qu'elles mettent en lumière le rôle actif qu'y jouèrent des protestants. Vibrant, ici encore, de l'écho des certitudes énoncées un demi-siècle plus tôt, ces enseignants protestants affirment leur inébranlable conviction que la foi réformée se trouve à la source de maints principes et de maintes réalisations de la démocratie républicaine.

Un tel retour au moment fondateur de l'école publique et aux textes des années 1880 n'est pas anodin. Derrière l'apparente démarche d'une enquête sur les origines, menée dans le but de retrouver la substance de la laïcité, se dessine l'anamnèse d'un épisode particulier de l'histoire de la laïcité scolaire, épisode que caractérisa une réelle convergence de vue et d'intérêts entre les républicains opportunistes, désormais aux commandes de la jeune république, et une part importante du protestantisme français. À cet épisode cependant, la logique

(1) Laffaye, « L'éducation laïque », *Foi et éducation*, 3^e année, n° 14, juillet 1933, pp. 99-105.

(2) *Ibidem*, p. 100. Ces anecdotes sont explicitement tirées de Louis Perrier, *L'École religieuse du dimanche complément de l'école laïque*, Montpellier, Société cévenole de pédagogie, 1928, pp. 5-6.

(3) Proche de Jules Ferry, Ferdinand Buisson (1841-1932) exerça la fonction de directeur de l'Enseignement primaire de 1879 à 1896. En 1880, il chargea Félix Pécaut (1828-1898) d'organiser l'École normale supérieure de Fontenay-aux-Roses et d'y assurer la direction des études. L'un comme l'autre, issus de milieux protestants revivalistes, avaient évolué vers un christianisme libéral confinant à la libre-pensée.

argumentaire qui se déploie sous la plume des enseignants protestants des années 1930 retire son statut de moment historique, c'est-à-dire d'équilibre temporaire produit à la fois par un contexte, par la manière dont les contemporains interprètent ce contexte et par la situation du rapport de forces entre les acteurs qui prétendent agir sur le cours des choses. Toute dimension diachronique ainsi gommée, la laïcité telle que l'entendaient les protestants républicains des années 1880 peut alors être pensée comme la « vraie laïcité », l'essence et non plus l'accident. À l'inverse, la conception de la laïcité qui prédomine dans le monde enseignant de l'entre-deux-guerres et qui conduit celui-ci à une attitude plus ferme et plus hostile à l'égard des convictions religieuses peut, selon la rhétorique des MACE, être qualifiée de « laïcité fallacieuse » (1) ou de « laïcité *faussement comprise* » (2). De même, l'attachement protestant à une certaine forme de laïcité républicaine est appréhendé de manière ontologique, comme s'il ressortait de la nature du protestantisme et non de la précipitation de ses caractères réformé et français sous l'action catalytique de l'histoire politico-religieuse du XIX^e siècle et comme si l'attitude protestante lors de l'adoption des lois scolaires n'avait découlé que des seuls principes, hors de toute appréciation de la conjoncture.

En fait, l'adhésion des réformés à la laïcité nouvellement instituée répondait probablement autant au désir de voir s'édifier une école neutre et bienveillante qu'à la volonté de traduire en acte un anticléricalisme qui, pour virulent qu'il fût à l'égard de l'Église romaine et de son clergé, n'en restait pas moins – relativement – respectueux des convictions individuelles des fidèles catholiques (3). Plus encore, l'intégration de la presque totalité des écoles protestantes dans l'enseignement public découlait d'une stratégie explicite : occuper la place la plus large possible dans l'institution scolaire pour en faire un instrument de propagation de « l'esprit protestant ». « L'heure est venue pour le protestantisme français, écrivait le pasteur Léon Pilatte en 1880, de se faire l'instituteur de la France » (4). Mais, nécessairement sélective, la mémoire huguenote qui irrigue la réflexion des

(1) L. Michel, « À propos du Cinquantenaire... », *op. cit.* (1932), p. 9.

(2) Jean Cadier, « Analyse de livres. *L'Église et l'école* : M. Marceau Pivert », *Foi et éducation*, 2^e année, n° 9, novembre 1932, p. 144 (souligné dans le texte).

(3) Cf. A. Encrevé, « Les Protestants réformés... », *op. cit.*, pp. 73-74.

(4) Cité par André Encrevé, *ibidem*, p. 85.

MACE semble avoir refoulé le souvenir de ces ambitions conquérantes pour ne retenir que l'image d'une adhésion loyale à un système scolaire emprunt d'un large esprit de tolérance. La même sélection s'opère à propos des protestants engagés dans la réalisation des réformes scolaires. Républicains militants, proches des spiritualistes et de Ferry en particulier, ces réformés libéraux – comme Ferdinand Buisson ou Charles Renouvier –, anciens pasteurs pour certains – comme Félix Pécaut ou Jules Steeg –, tentèrent d'insuffler au régime leur conception toute religieuse, quoique non confessionnelle, de la laïcité. Refusant l'orthodoxie de la droite cléricale comme celle de la gauche «antireligieuse», ils espéraient, par l'enseignement de la morale notamment, concilier l'affranchissement à l'égard des dogmes et du clergé avec la reconnaissance du besoin religieux comme consubstantiel à la nature humaine et de la réalité de la relation intime au divin (1). Et ce n'est pas le moindre paradoxe de voir le mouvement des MACE, de sensibilité nettement évangélique, célébrer comme gage de la neutralité bienveillante de l'enseignement public cette «foi laïque», mélange de morale kantienne et de déisme du for intérieur, que tentèrent d'insuffler dans les programmes d'éducation morale de 1887 des hommes qui avaient poussé le développement de leur libéralisme religieux jusqu'aux frontières de l'agnosticisme.

Un temps, il avait pu paraître aux protestants français – ainsi qu'à leurs adversaires – qu'une identité profonde s'était établie entre l'école républicaine et le protestantisme. Et de ce temps, les MACE font le point d'ancrage de leur conception de la laïcité scolaire. Pourtant, comme le souligne Patrick Cabanel, avant même que ne fût achevée la décennie 1880, les désillusions avaient déjà succédé aux espoirs. Les pédagogues protestants républicains avaient vu leurs alliés de la veille «[secouer] avec agacement cette religiosité conçue désormais comme le résidu d'une époque révolue, ou une transition dont la nécessité commençait à s'épuiser» (2). À «l'âge religieux de la Troisième République» succédait bientôt «l'âge combiste». C'est que, précise encore Patrick Cabanel, la majorité des dirigeants républicains ne pouvaient se satisfaire d'une religiosité dans laquelle ils ne trouvaient pas la trace du génie révolutionnaire, en même temps

(1) Patrick Cabanel, *Les Protestants et la République, de 1870 à nos jours*, Bruxelles, Complexe, 2000, pp. 65-68.

(2) *Ibidem*, p. 69.

que rabelaisien et voltairien, propre, selon eux, à la France (1). Et, bien que le protestantisme restât encore, à l'aube du xx^e siècle, surreprésenté parmi le personnel politique et administratif républicain ainsi que dans le corps enseignant, « ni la République, ni son école [n'avaient] gardé cette odeur protestante qui les [imprégnait] dans les années 1880 » (2).

Faut-il, dès lors, considérer les appels du mouvement des MACE en faveur d'un retour à la laïcité des origines de l'école républicaine comme l'expression d'une nostalgie aveuglante qui l'empêcherait de prendre la mesure des réalités de son temps ? Ou bien doit-on plutôt regarder cette revendication comme l'un des avatars d'une habitude caractéristique du protestantisme français, consistant à puiser dans sa mémoire collective de quoi légitimer ses convictions présentes et trouver la force d'agir *hic et nunc* ? Quoi qu'il en soit, la manière qu'ont les membres de l'association d'apprécier la valeur des textes fondateurs de l'enseignement primaire et de regarder comme ontologique ce qui, envisagé selon un autre point de vue, pourrait n'apparaître que comme conjoncturel répond bel et bien à une nécessité. Elle permet à ces enseignants protestants, confrontés à l'essor d'un syndicalisme résolument antireligieux parmi leurs collègues et à la dénonciation comme illégitime des expressions de leur foi, d'assumer dignement leur identité d'éducateurs chrétiens, tout en protestant de leur loyauté à l'égard de l'institution scolaire publique et laïque.

II. LA FÉDÉRATION PROTESTANTE DE L'ENSEIGNEMENT, 1948-1959

Plusieurs facteurs se conjuguent, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, pour conduire à la naissance de la Fédération protestante de l'enseignement. Le mouvement des MACE, tout d'abord, a connu une chute importante du nombre de ses adhérents à partir de la fin de l'année 1942. Bien que le phénomène ait été jugé suffisamment inquiétant pour que ses dirigeants songent alors à réorganiser le mouvement (3), les causes n'en ont pas été analysées. On peut toute-

(1) *Ibidem*, pp. 71-72.

(2) P. Cabanel, *Le Dieu de la République. Aux sources protestantes de la laïcité (1860-1900)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2003, p. 213.

(3) *Foi et éducation*, 12^e année, n° 4, décembre 1942.

fois supposer que la dégradation des conditions de vie en zone Sud après l'invasion allemande de novembre 1942 n'y est pas étrangère. En tout état de cause, la revue *Foi et éducation*, qui tire encore à 600 exemplaires en mai 1945, ne compte guère plus que 240 abonnés (1). Cette situation semble avoir confiné l'association dans son terreau d'origine et les MACE sont désormais perçus comme un mouvement exclusivement méridional – en dépit d'une implantation montbéliardaise encore vivace – et de forte teneur évangélique (2). L'ambition de rassembler des enseignants protestants du nord de la France ou de sensibilité plus libérale ne peut dès lors trouver sa réalisation que dans la formation d'une association plus large.

1. Naissance de la Fédération

L'intensité des débats sur la question scolaire dans la France de l'immédiat après-guerre et la perspective d'une réforme générale de l'enseignement (3) renforcent, par ailleurs, la nécessité d'une telle association qui seule permettrait au protestantisme français de faire entendre sa voix. Or, la création des Associations professionnelles protestantes (APP), à l'initiative de l'Église réformée de France (ERF), paraît aux yeux de certains offrir un cadre adéquat. L'idée de créer une branche «enseignement» des APP est évoquée lors de diverses rencontres qui réunissent, dès la fin de l'année 1944, des enseignants parisiens et des représentants des MACE. Elle achoppe cependant sur la réticence de ces derniers à rejoindre une organisation de type syndical, centrée sur la défense des intérêts professionnels, et sur leur ferme volonté de maintenir l'indépendance de leur mouvement à l'égard de toute Église (4). Un compromis est finalement trouvé lors de l'Assemblée générale du 5 mars 1946. Le professeur

(1) *Foi et éducation*, 15^e année, n° 2, mai 1945.

(2) Daniel Vernet, «Mise au point», *Foi et éducation*, 16^e année, n° 4, décembre 1946, p. 50.

(3) Le principal problème qui se pose est celui de l'avenir de l'enseignement libre catholique, subventionné par le régime de Vichy, et de son éventuelle intégration à l'enseignement public. En novembre 1944, le ministre de l'Éducation nationale charge une commission dirigée par André Philip de préparer un rapport sur la question des relations entre enseignements public et privé.

(4) Cette question est particulièrement sensible dans le sud de la France où un nombre important de paroisses réformées évangéliques a refusé de se joindre à l'Église réformée de France lors de sa création en 1938. Sur ce dernier point, cf. par exemple Maurice Longeiret, *Les Déchirements de l'unité (1933-1938)*, Cléon d'Andran, Excelsis, 2004.

Poujol et Gabriel Boulade, instituteur à Saint-Mandé, qui représentent les enseignants parisiens, proposent aux dirigeants des MACE de rédiger les statuts d'une fédération qui permettrait d'opérer le rassemblement sur une base conforme aux principes auxquels ils sont attachés (1). Un «congrès préparatoire», réuni l'année suivante au Chambon-sur-Lignon, permet de régler les derniers problèmes avant que ne soit officiellement fondée, le 3 septembre 1948 au congrès de Glay dans le Doubs, la Fédération protestante de l'enseignement (FPE) (2).

Parmi les ambitions que se fixe la nouvelle fédération, celle d'opérer un large rassemblement des enseignants protestants s'avère finalement la plus difficile à atteindre. Dans le rapport moral qu'il présente à l'Assemblée générale de la Fédération après deux années d'activité, André Bertrand avoue, à ce sujet, un demi-échec (3). L'orientation libérale généralement attribuée à la FPE l'oblige d'ailleurs à rappeler – comme quelques années plus tôt les dirigeants des MACE à qui d'autres reprochaient leur orientation évangélique – son indépendance à l'égard de toute Église et de tout courant théologique (4). Huit ans plus tard, les effectifs restent toujours médiocres et le rapport moral, présenté par Gabriel Boulade à l'Assemblée générale du 8 septembre 1958, fait état de 371 membres cotisants répartis en 6 groupes régionaux (5).

La FPE, par ailleurs, conserve dans leurs grandes lignes les objectifs que s'était fixés le mouvement des MACE avant-guerre. Délaissant une fois encore le terrain du syndicalisme, elle se consacre au développement spirituel et intellectuel de ses membres, et se pro-

(1) «Compte rendu de l'Assemblée générale», *Foi et éducation*, 16^e année, n° 2, juin 1946, pp. 19-20. MM. Louis Perrier, Daniel Vernet et Finietz ainsi que M^{lle} Causse, tous montpelliérains, sont désignés pour rédiger ces statuts.

(2) Le mouvement des MACE devient l'un des groupes régionaux qui composent la Fédération.

(3) André Bertrand, «Visage actuel de la Fédération», *Foi éducation*, 20^e année, n° 13, novembre 1950, p. 51. L'auteur est directeur du collège moderne de Die et assure, avec Gabriel Boulade, la fonction de secrétaire général de la FPE.

(4) *Ibidem*. Il reste que la FPE semble relativement imperméable à toute influence de la théologie barthienne, bien que celle-ci domine largement le monde intellectuel réformé de l'époque. Il y a peut-être dans ce décalage un élément d'explication du faible développement de la Fédération.

(5) Gabriel Boulade, «Regards sur le passé... Questions sur l'avenir», *Foi éducation*, 29^e année, n° 46, janvier-mars 1959, p. 1.

pose d'«étudier, à la lumière de la révélation chrétienne, les problèmes posés aux éducateurs» (1). La ligne éditoriale de la revue *Foi et éducation*, qui est désormais l'organe de la nouvelle fédération et dont le titre devient *Foi éducation*, ne connaît pas de bouleversement notable. Les études bibliques ou théologiques, les articles à caractère spirituel, pédagogique ou culturel occupent toujours l'essentiel de ses colonnes. Toutefois, la FPE et son périodique s'autorisent désormais à aborder certains sujets de l'actualité politique et internationale, révélant de la sorte la sensibilité de gauche modérée qui oriente la Fédération. Le «drame algérien», par exemple, est l'objet de plusieurs articles de *Foi éducation* (2) ainsi que d'une déclaration du bureau de la FPE en avril 1957 (3).

Ce sont cependant l'importance des mesures législatives adoptées pour régler le statut de l'enseignement privé et l'intensité des controverses qu'elles suscitent qui motivent l'essentiel des déclarations publiques de la FPE. Dans un contexte marqué à la fois par un regain d'influence du catholicisme en matière politique, sociale et culturelle, et par un accroissement considérable de l'audience du SNI dans le milieu enseignant, les débats sur la question scolaire se chargent d'une saveur dramatique nouvelle. Comme nombre de leurs collègues, les enseignants protestants estiment que la politique menée par le MRP et le centre-droit, visant à conserver à l'enseignement libre catholique ses subventions, fait planer une menace suffisamment sérieuse sur les intérêts de l'enseignement public et sur la laïcité en général pour qu'une intervention plus ferme dans le débat public soit justifiée. Rompant avec l'habitude des MACE, qui se gardaient prudemment de toute prise de position pouvant paraître exprimer une opinion politique, la FPE multiplie les commentaires critiques envers l'action gouvernementale, les communiqués de presse et les déclarations. Ainsi, par exemple, le vote des lois Marie et Barangé, les 21 août et 21 septembre 1951, est-il suivi d'une déclaration du Comité national de la FPE adressée aux syndicats d'enseignants, à la

(1) Formule adoptée au Congrès de Glay, en 1948, citée par A. Bertrand, «Visage actuel de la Fédération», *op. cit.*, p. 51.

(2) Notamment : René Fréchet, «À propos du drame algérien : un devoir essentiel de l'Église»; Jean Ebersolt, «Où allons-nous en Algérie?» et Jan Czarnecki, «Comment j'ai vu la «personnalité» algérienne», *Foi éducation*, 26^e année, n° 35, avril-juin 1956, pp. 6-22.

(3) «Les événements d'Algérie devant la conscience chrétienne», *Foi éducation*, 27^e année, n° 39, avril-juin 1957, p. 105.

presse protestante et à quelques grands journaux (1). Cinq ans plus tard, à la veille des élections législatives de 1956, le Comité national rédige une déclaration reprise *in extenso* par *Le Monde* et dont des extraits sont publiés dans *Le Figaro* et dans *L'Express* (2). La défaite de la majorité gouvernementale face à une coalition de la gauche non communiste, le Front républicain, donne lieu à un nouveau communiqué dans lequel la Fédération ne craint pas d'affirmer que « la loi Barangé vient d'être condamnée par la dernière consultation électorale » (3).

2. Le crépuscule des idoles républicaines

Cet engagement plus net de la Fédération dans le militantisme laïque ne la conduit cependant pas à renier l'idéal d'une laïcité libérale et tolérante qui animait les MACE. Désormais qualifiée de « laïcité ouverte », selon l'expression consacrée par l'équipe de la revue *Esprit* (4) avec laquelle les dirigeants de la FPE entretiennent des relations suivies, elle reste perçue comme la « vraie laïcité » que les dogmatismes de droite comme de gauche menacent toujours de dévoiement. Ainsi André Bertrand, dans son rapport moral présenté à l'Assemblée générale de 1950, fixe-t-il la ligne de la Fédération en des termes que n'auraient pas reniés ses devanciers d'avant-guerre : « [Que la laïcité] soit en danger, c'est certain. Le cléricalisme, voilà l'ennemi ! Ce cri d'alarme, nous pouvons le reprendre, à condition de lui donner tout son sens. Le cléricalisme a des visages multiples, il est philosophique, il est politique tout autant que religieux. Mais toujours il prétend qu'il détient une doctrine qui est seule véritable et salvatrice. [...] »

(1) « La Fédération protestante de l'enseignement et le problème scolaire », *Foi éducation*, 21^e année, n° 17, novembre 1951, pp. 234-235. La loi Marie étend les bourses scolaires d'État aux élèves de l'enseignement secondaire privé. La loi Barangé accorde une allocation scolaire annuelle au chef de famille, quel que soit le type d'établissement fréquenté.

(2) « Déclaration de la Fédération protestante de l'enseignement », *Foi éducation*, 26^e année, n° 34, janvier-mars 1956, pp. 4-5.

(3) « Faut-il abroger la loi Barangé ? », *Foi éducation*, 26^e année, n° 35, avril-juin 1956, p. 46.

(4) Paul Fraisse, Henri-Irénée Marrou, Emmanuel Mounier, « Propositions de paix scolaire », *Esprit*, n° 3-4, mars-avril 1949, pp. 337-558.

Je crois que nous sommes qualifiés pour veiller sur la laïcité, pour dénoncer ses contrefaçons, pour la maintenir ouverte et frater-nelle» (1).

De manière analogue, Jean Ebersolt, professeur au lycée Janson-de-Sailly et vice-président de la FPE, déclare lors du Comité national du 4 novembre 1951 : « Si nous sommes prêts à assurer la défense de l'école laïque, tolérante et ouverte à tous, notre vigilance doit aussi s'exercer à l'égard d'un laïcisme athée qui serait la négation de la liberté de chacun ». Pour cela, il estime nécessaire de « solliciter des bonnes volontés parmi les représentants des différents milieux en faveur d'une véritable laïcité » (2).

La figure tutélaire des fondateurs protestants de l'école républicaine est toujours mobilisée pour souligner les affinités électives du protestantisme avec cette « véritable laïcité ». À la veille des élections de 1956, la FPE affirme ainsi qu'elle « reste attachée au principe de la laïcité scolaire et rend hommage aux protestants, tels Jules Steeg, Félix Pécaut et Ferdinand Buisson qui en furent les pionniers » (3). Ces derniers sont également évoqués à de nombreuses reprises dans l'ouvrage *Laïcité et paix scolaire* qu'édite la Fédération l'année suivante. Dès sa préface, André Siegfried rappelle que l'école de Jules Ferry et de ses collaborateurs protestants était plus kantienne et spiritualiste qu'athée et antireligieuse, et donc tout à fait acceptable pour les réformés qui l'adoptèrent avec conviction et empressement. Selon lui, la crise de la laïcité découle notamment de ce que son interprétation laïciste par les syndicats d'enseignants est contraire aux conceptions initiales des fondateurs (4). Jean Ebersolt, pour sa part, fait face au reproche de conservatisme adressé parfois à la morale laïque des pionniers de l'école républicaine : « Nous ne rougissons pas d'avoir eu F. Pécaut, J. Steeg ou F. Buisson comme précurseurs. [...] Nous pensons aussi que les erreurs commises [au] nom [de la laïcité] ne prévalent cependant pas contre une expérience, en définitive,

(1) A. Bertrand, « Visage actuel de la Fédération », *op. cit.*, p. 49.

(2) « Nouvelles de la Fédération », *Foi éducation*, 22^e année, n° 18, février 1952, pp. 40-41 (souligné dans le texte).

(3) « Déclaration de la Fédération protestante de l'enseignement », *Foi éducation*, 26^e année, n° 34, janvier-mars 1956, p. 4.

(4) André Siegfried, « Préface », in *Laïcité et paix scolaire. Enquête et conclusions de la Fédération protestante de l'Enseignement*, Paris, Berger-Levrault, 1957, p. 9.

bénéfique pour le pays. Le dépassement de la laïcité d'aujourd'hui ne peut et ne doit pas être sa négation » (1). La première partie du livre – dont le titre « rappels historiques et fondements de la laïcité » confirme qu'au premier âge de la laïcité scolaire est encore attribuée une valeur plus ontologique que conjoncturelle – reprend la « Lettre de Jules Ferry aux instituteurs » qu'elle désigne « comme un des premiers manifestes de l'esprit laïque dont nous nous réclamons » (2). Suivent deux articles, l'un dans lequel Marc Boegner, président de la Fédération protestante de France, présente la laïcité comme la « garantie de la liberté religieuse » (3), et l'autre de Camille Lignère qui, s'inspirant très largement de l'article de Laffaye publié par *Foi et éducation* en juillet 1933 (4), témoigne des filiations qui unissent l'argumentaire de la FPE à celui développé par les MACE avant-guerre. « Ne nous étonnons pas non plus, déclare ainsi Lignère, si, au nombre des fondateurs de l'école laïque et de ses organisateurs les plus éclairés, on trouve de belles figures marquées par la formation et l'esprit protestants de leur origine, tels Ferdinand Buisson, Pécaut, Steeg... » (5).

Il apparaît pourtant que la mobilisation de cette troïka protestante et républicaine donne déjà de réels signes de désuétude. À la déclaration de la FPE pour les élections législatives de 1956 répond la lettre d'un lecteur non protestant de *Foi éducation* qui, non sans une certaine malice, cite abondamment des textes de Ferdinand Buisson dans lesquels ce dernier qualifie les religions de « synthèses hâtives et provisoires » et loue la lutte de la libre-pensée contre « tout l'appareil de miracles, de dogmes et de mystères dont s'entourent les religions prétendues révélées » (6). De l'aveu même du rédacteur chargé de lui répondre, cette lettre « pose de graves problèmes à la conscience pro-

(1) Jean Ebersolt, « Introduction », *ibidem*, p. 16.

(2) « Le point de vue laïc dans le statut scolaire de 1881-1883. La lettre de Jules Ferry aux instituteurs (17 novembre 1883) », *ibidem*, p. 19.

(3) Marc Boegner, « La laïcité, garantie de la liberté religieuse », l'article reprend une conférence donnée par Marc Boegner en décembre 1950 et publiée dans *Foi éducation*, 21^e année, n° 14, février 1951, pp. 88-96.

(4) Laffaye, « L'éducation laïque », *op. cit.*

(5) Camille Lignère, « Le loyalisme laïque des enseignants protestants », in *Laïcité et paix scolaire...*, *op. cit.*, pp. 34-35.

(6) « Correspondance sur la laïcité », *Foi éducation*, 26^e année, n° 35, avril-juin 1956, p. 42.

testante et elle met le doigt sur une des difficultés de notre effort pour penser la laïcité». Après avoir péniblement tenté d'attribuer les propos de Buisson au rejet d'une certaine conception de la religion, hégémonique et conformiste, il s'attache à démontrer que ceux-ci n'entrent pas en contradiction avec les positions de la FPE. Sa conclusion témoigne néanmoins de l'état d'épuisement auquel est arrivée la référence aux précurseurs : les membres de la Fédération les honorent, affirme-t-il, «comme les aviateurs honorent aujourd'hui Mermoz, Blériot et Clément Adler, connaissant à la fois leurs limites et leurs espérances» (1).

Le point de vue développé par Roger Mehl dans *Laïcité et paix scolaire* souligne avec plus de force encore ce que la remémoration incessante de l'œuvre des fondateurs protestants de l'école républicaine peut désormais avoir d'anachronique. Dans un article intitulé «Le vieillissement de la laïcité», le philosophe et théologien d'inspiration barthienne s'attache à «montrer que si la laïcité de l'État est et demeure une précieuse conquête [...], la laïcité de l'école, telle qu'elle fut conçue en France à la fin du XIX^e siècle n'est plus un concept viable» (2). Celle-ci reposait, rappelle-t-il, sur le postulat qu'une morale commune recueillait l'assentiment de tous les Français, quelles qu'aient pu être par ailleurs leurs convictions et leurs croyances. Sans craindre d'écarter l'image des «docteurs du régime – Ferdinand Buisson, Steeg, Félix Pécaut – [qui] pouvaient certifier que la morale laïque enseignerait, par-delà les divergences confessionnelles et philosophiques, la somme inaliénable de toutes les vérités communes aux hommes raisonnables formés à l'école d'Athènes et de Jérusalem», Roger Mehl déclare que leur époque est définitivement révolue : «Ces hommes se trompaient-ils grossièrement ? Y avait-il vraiment accord entre les Français sur des valeurs communes ? Nous n'estimons pas avoir le droit de répondre avec certitude. Mais ce que nous pouvons affirmer, c'est que si cet accord existait encore, il était tout prêt de se rompre. La malchance de l'école laïque, c'est qu'elle fut conçue pour un monde qui était sur le point de disparaître» (3). La morale kantienne, que les républicains

(1) *Ibidem*, pp. 43-44.

(2) Roger Mehl, «Le vieillissement de la laïcité», in *Laïcité et paix scolaire...*, *op. cit.*, p. 45.

(3) *Ibidem*, p. 48.

spiritualistes et les protestants libéraux supposaient être « la morale de toujours, la morale de tout le monde » (1) devait servir de socle à l'éducation de la nation. Or cette morale a subi les heurts fatals des religions séculières communiste et fasciste qui l'ont condamnée comme morale bourgeoise et conservatrice, des guerres qui ont prouvé son inaptitude à empêcher les déferlements de violence, et du refus des Églises chrétiennes « de ne plus transmettre autre chose qu'un legs glorieux et respectable de valeurs spirituelles » (2). De façon plus lapidaire, l'auteur d'un article intitulé « Comment définir la laïcité de l'enseignement ? » affirme que la laïcité « qui inspira Jules Ferry dans sa lettre aux instituteurs : la laïcité du patrimoine commun qui cherche à sauvegarder avant tout la morale de l'honnête homme [...] n'a qu'un inconvénient, c'est qu'elle suppose que tout le monde est d'accord sur l'essentiel ». Or, constate-t-il, « nous vivons à une époque qui n'a plus aucune communauté de foi » (3).

3. Heurs et malheurs de la « laïcité de confrontation »

Admettre qu'il n'y a plus de morale commune possible ne peut conduire, dès lors que l'on ne renonce pas à la mission éducative de l'école pour cantonner celle-ci dans un strict rôle d'instruction, qu'à constater l'impasse à laquelle mène désormais la revendication traditionnelle d'une neutralité bienveillante. Pour autant, la FPE ne peut se résoudre à accepter l'évolution vers le pluralisme scolaire qu'encourage à ses yeux la loi Barangé et qui reviendrait à faire coexister deux écoles concurrentes, l'une catholique bénéficiant de subventions sans contrepartie, l'autre publique à base rationaliste. Le concept de « laïcité de confrontation », élaboré par le philosophe Paul Ricœur qui préside la FPE depuis 1950, permet de sortir de ce dilemme. Si l'État est laïque par incompétence et par abstention, affirme-t-il, l'école quant à elle « doit être laïque non par incompétence, mais par foisonnement, car la conscience moderne est un carrefour sillonné d'influences et non une place déserte ». C'est sur ce terrain, ajoute-t-il, que le chrétien enseignant a sa véritable place et qu'il « doit rendre son témoignage indirect, discret, respectueux de l'enfant, respectueux

(1) *Ibidem*, p. 47.

(2) *Ibidem*, p. 48.

(3) « Comment définir la laïcité de l'enseignement ? », *ibidem*, p. 104.

aussi de ses collègues différents de lui, respectueux des autres croyances et doctrines » (1). Pour sa part, l'auteur de l'article « Comment définir la laïcité de l'enseignement ? » présente cette laïcité de confrontation en rappelant le sens originel de l'adjectif « laïque » : « L'école laïque, c'est étymologiquement l'école du peuple ; c'est donc l'école où se rassemblent et se confrontent des enfants appartenant à toutes les familles spirituelles de la nation. Si on les rassemble à l'école, c'est bien pour qu'ils se connaissent, n'ignorent rien de ce qui les unit, mais aussi ne méprisent pas ce qui les sépare » (2).

C'est sur la base de cette « laïcité de confrontation » qu'au début de l'année 1959 le Comité de la FPE travaille à élaborer une proposition de statut scolaire propre à mettre fin au conflit qui divise la nation. Pour ce faire, il collabore avec les catholiques de gauche de la revue *Esprit* et du SGEN qui, comme lui, cherchent une alternative au régime des subventions publiques accordées à l'école libre et au projet de monopole de l'enseignement public défendu dans les milieux syndicalistes laïques. Publiée sous forme de memorandum (3) au mois d'avril, cette proposition consiste à créer un large système d'éducation nationale auquel seront intégrés les établissements privés qui accepteront d'adopter les programmes de l'école laïque, tout en gardant la possibilité de donner par ailleurs un enseignement religieux. Les établissements qui refuseront cette nationalisation pourront continuer d'exister librement mais devront renoncer à tout financement public, direct ou indirect.

Fidèle à l'esprit d'une laïcité qui ne serait pas antireligieuse, ce projet vise à donner une place légitime aux différentes familles confessionnelles dans le système scolaire public et à organiser, au sein de ce dernier, l'expression et la « confrontation » des diverses convictions religieuses. Toutefois, le Comité de la FPE fait probablement preuve d'angélisme en ne percevant pas qu'une tout autre lecture peut également en être faite. Le memorandum se heurte en effet à de très vives réticences au sein même de la Fédération et déclenche une « crise interne sans précédent dans l'histoire de la FPE » (4). Si

(1) Paul Ricœur, « École – Nation – État », *ibidem*, p. 292.

(2) « Comment définir la laïcité de l'enseignement », *ibidem*, p. 107.

(3) Étudié par André Encrevé dans ce numéro.

(4) Gabriel Boulade, « Rapport moral », *Foi éducation*, 30^e année, n° 53, novembre-décembre 1960, pp. 151-152.

certains regrettent seulement son caractère, à leurs yeux, inopportun, une part importante des enseignants protestants juge « suspect, dangereux et presque anti-laïque » (1) un texte qui semble proposer d'accueillir le loup dans la bergerie en ouvrant l'école publique à un enseignement religieux confessionnel. Tous, par ailleurs, souhaitent voir la Fédération s'engager avec plus de fermeté dans le camp de la laïcité militante et aligner ses positions sur les thèses défendues par le Comité national d'action laïque (CNAL) (2) afin de pouvoir être admise en son sein. Désavouée par sa base, la direction de la Fédération se voit donc contrainte à changer de stratégie et à passer outre les réserves que lui inspirent les ambiguïtés de la Charte du CNAL sur la question du monopole scolaire. Dans une lettre datée du 4 juillet 1959, Gabriel Boulade, secrétaire général de la FPE, demande à Denis Forestier, secrétaire général du SNI et président du CNAL, de procéder à l'inscription de la Fédération parmi les organisations qui soutiennent le Comité (3).

*

* *

Dans le courant des années 1930, quelques centaines d'enseignants protestants réunis dans le mouvement des MACE avaient tenté de faire valoir que le débat sur la laïcité scolaire ne pouvait être réduit à la lutte menée contre le cléricalisme catholique par un laïcisme imposant le silence à toute conviction religieuse. Une telle simplification reléguait dans les limbes une minorité de fonctionnaires loyaux mais néanmoins désireux de pouvoir librement et paisiblement témoigner de leur foi. La figure tutélaire des fondateurs de l'école républicaine leur avait permis de rappeler que le principe de laïcité n'était pas inconciliable avec l'idée selon laquelle les aspirations spirituelles participent de la dignité humaine. Ainsi ces enseignants avaient-ils pu, à défaut d'obtenir la reconnaissance de leur milieu professionnel, se convaincre qu'ils restaient fidèles à l'esprit de la « véritable laïcité ».

(1) *Ibidem*, p. 152.

(2) Le CNAL a été fondé en 1951 par le SNI, la FEN, la FCPE et la Ligue de l'enseignement.

(3) « Le CNAL et nous », *Foi éducation*, 29^e année, n° 49, octobre-décembre 1959, pp. 194-196.

Succédant aux MACE au lendemain de la Libération, la Fédération protestante de l'enseignement allait être confrontée à des questions d'une autre nature et d'une autre ampleur. L'époque n'était plus à tenter de déterminer la place légitime des convictions religieuses de l'éducateur chrétien en régime laïque, mais à solder l'héritage problématique de quatre années de Révolution nationale pour donner à la nouvelle république une organisation scolaire cohérente et efficace. Fallait-il privilégier l'unité de la nation en imposant le monopole étatique de l'enseignement ? Fallait-il, au contraire, préserver à l'Église catholique sa liberté d'enseigner, alors que l'octroi de subventions publiques apparaissait comme le seul moyen de lui permettre d'exercer concrètement cette liberté ? Ce dilemme entretenait l'un des plus graves conflits scolaires que la France eût connu.

La réévaluation de l'héritage des fondateurs de l'école républicaine et la certitude – toute protestante – que les divergences mêmes les plus radicales pouvaient être sublimées dans un débat fructueux avaient permis aux dirigeants de la FPE de trouver à ce dilemme une solution qui conciliait l'impératif d'union nationale avec le principe de la libre expression des diverses convictions. Leur proposition visait à mettre fin à la guerre des deux écoles, non par l'organisation de la coexistence séparée ni par la victoire absolue de l'une sur l'autre, mais par l'aménagement d'un espace où la confrontation aurait été régulée et féconde. Une fois encore, la petite minorité protestante aurait pu éprouver le sentiment de détenir la clé d'une issue honorable au conflit des deux France. Mais une fois encore, c'était probablement pure chimère que d'espérer faire entendre raison à deux titans fermement résolus à en découdre. Sommés de choisir leur camp, inquiets des périls qui semblaient menacer l'école publique, les enseignants protestants de la FPE se montrèrent finalement plus enseignants que protestants et se rallièrent promptement à la laïcité intransigeante. La dramatisation du conflit scolaire eut ainsi raison de la volonté de faire entendre la voix légèrement discordante des éducateurs chrétiens de l'enseignement laïque.

Arnaud BAUBEROT
Université de Paris XII